

Compte rendu de la soirée-débat du 31 mai 2022

## « L'économie peut-elle prendre soin des Hommes et de la Terre ? »

*Avec François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France.*

Alban Sartori, ex-président et membre du CA des Semaines sociales de Rueil, souligne la complexité et l'ambivalence pour tout un chacun de l'économie, qui peut rendre nos projets possibles mais qui inquiète tout autant dans un avenir incertain. Il compte sur la pédagogie et l'optimisme de François Villeroy de Galhau, avec qui il oeuvrait déjà au sein des Semaines sociales de France il y a 20 ans, pour nous éclairer.

### **François Villeroy de Galhau :**

Exerçant une fonction importante dans une République laïque, François Villeroy de Galhau tient à préciser qu'il s'exprime ici à titre personnel, et rappelle l'importance, pour ses convictions et son action, de l'enseignement social de l'Eglise cultivé par les Semaines sociales de France. Il commente d'abord le titre donné à cette conférence.

#### **1. Réflexions sur les termes du titre donné à la soirée**

« **L'économie** » : c'est un terme « froid » (technique, compliqué) dans une époque devenue « chaude » (succession inédite depuis 1945 de chocs – errements politiques aux USA, COVID, invasion de l'Ukraine – dans un contexte d'évolutions structurantes –digitalisation, changement climatique -, mais aussi époque marquée par l'influence croissante des émotions par rapport à la raison dans le débat public). Par rapport à la chaleur des passions qui s'expriment pour des causes, l'économie peut apparaître désincarnée. Or, y compris dans son livre récent « Retrouver confiance en l'économie », François Villeroy de Galhau rappelle que l'économie n'est jamais une finalité mais un instrument. Elle doit être un instrument efficace, qui donne des résultats concrets dans la vie des personnes. La Banque de France vise ainsi l'efficacité dans le maintien d'une monnaie qui inspire confiance et d'un système financier (banques, assurances) capable de financer les projets des particuliers et des entreprises. L'économie a alors un aspect technique, ce qui impose d'expliquer, tout en assumant la complexité.

« **peut-elle prendre soin** » : en tant qu'instrument, l'économie ne peut avoir une ambition aussi élevée. C'est aux hommes et aux femmes de prendre soin les uns des autres et de leur planète, l'économie peut simplement les aider à le faire, ce qui est possible sous certaines conditions alors que l'on croit souvent qu'elle les en empêche.

« **des Hommes et de la Terre** » : là est la finalité.

Contribuer à la dignité des hommes et des femmes, viser à « promouvoir tout homme et tout l'homme » (Paul VI, *Populorum progressio*) par la solidarité, le partage, la justice pour éviter la misère (« tout homme »), mais aussi la réalisation de chacun (« tout l'homme »), la création au travers de son travail (Jean-Paul II, *Laborem exercens*). L'innovation due à des entrepreneurs a apporté des progrès auxquels nous aurions du mal à renoncer (portables, Whatsapp,...), même si toute innovation n'est pas forcément un progrès pour l'humanité.

Et le soin de la Terre que l'on sait menacée est maintenant une inquiétude très largement partagée, notamment chez les jeunes, à juste titre car le dérèglement climatique aura des conséquences économiques majeures et durables ; l'objectif de 2°C de l'accord de Paris doit être tenu, ce qui nécessite une action très forte. L'encyclique *Laudato Si'* du pape François n'a pas peu contribué à cette prise de conscience, chez les chrétiens et au-delà, en mettant en relief l'écologie intégrale, le lien entre protection de l'environnement et pauvreté. Les Hommes et la Terre ont partie liée.

## **2. Trois finalités économiques**

### **La croissance**

Ce mot n'est plus consensuel aujourd'hui. Pour certains, souvent les plus âgés, la croissance évoque le regret d'un âge d'or perdu qui permettait progrès social et plein emploi. Pour d'autres, souvent les plus jeunes, la croissance est une crainte car elle entraînerait des nuisances pour les hommes et pour la Terre.

Pour François Villeroy de Galhau, la croissance reste nécessaire mais elle doit être différente. Nécessaire car la décroissance est toujours douloureuse, et notamment pour les plus fragiles (voir les expériences de décroissance résultant des guerres, des famines, des épidémies mal contrôlées) ; la décroissance signifie plus de chômage, moins de moyens pour financer la protection sociale, moins d'argent pour les investissements y compris ceux liés à la transition climatique. Mais une croissance différente, plus juste et plus verte, est impérative, et elle est possible : cf. les deux points suivants.

### **Les inégalités : pour une croissance plus juste**

On avait trop oublié depuis les années 80 que les inégalités, cela compte. Cela compte dans le débat politique, en France traditionnellement, mais pas seulement (USA,...) ; les exclusions de tous ordres alimentent les positions radicales, les « populismes ». Mais cela compte aussi sur le plan économique : les sociétés en développement très inégalitaires (plus encore que les USA) sont assez inefficaces : en déficit de croissance par manque de demande intérieure, plus fragiles... Et inversement, des pays parmi les plus égalitaires (Europe du Nord) sont très efficaces économiquement et très innovants.

L'inflation a également tendance à accroître les inégalités car les plus fragiles s'en défendent moins bien, d'où l'importance de la maîtriser. Quant à la mondialisation, si elle a accru les inégalités à l'intérieur de nos pays développés, elle a beaucoup réduit les inégalités entre pays du Nord et du Sud (cf. le décollage de la Chine, de l'Inde,...).

Face aux inégalités, le modèle social européen doit donc être défendu vigoureusement : forte redistribution, protection sociale efficace (cf. Covid), assurance chômage, services publics,... Beaucoup de pays qui nous entourent y aspirent. Cela va de pair avec la défense de l'impôt, qui est le prix de la solidarité : on ne peut pas vouloir le maintien du modèle social européen et toujours moins d'impôts. Cela n'empêche pas de rechercher en permanence l'efficacité du service public ; en France, le modèle social est moins efficace que chez nos voisins (coût plus élevé de 10 points de PIB pour un service grosso modo équivalent). Ce surcoût de notre modèle social est actuellement compensé par l'endettement, ce qui n'est ni juste ni supportable vis-à-vis des générations futures.

Il faut également viser non seulement l'atténuation des inégalités de revenus, mais plus encore la correction de l'inégalité des chances en travaillant sur l'éducation, l'apprentissage, la formation professionnelle. La France est encore loin des pays d'Europe du Nord en la matière, et c'est une voie majeure de réduction des inégalités. Et cela serait aussi une façon de remettre en route l'ascenseur social, grippé en France plus encore qu'aux USA (où il est moins difficile de dépasser la condition de ses parents alors que les inégalités à un instant donné y sont plus fortes).

### **La transition climatique : pour une croissance plus verte**

Les jeunes générations ont poussé leurs parents à en prendre conscience : il faut prendre ce sujet à bras le corps.

Cela nécessite une mobilisation internationale : elle est bien engagée en Europe, mais il faut aussi mobiliser les USA, la Chine, l'Inde,... malgré les tensions internationales actuelles. Il ne faut pas oublier les pays pauvres du Sud, premières victimes du réchauffement climatique alors qu'ils n'en sont que très peu responsables, et qui attendent toujours les 100 milliards d'euros /an promis par les pays riches lors de la COP 21 pour leur permettre de s'adapter.

Il faut commencer le plus tôt possible cette transition écologique : plus nous attendons, plus elle nous coûtera cher. Deux moyens sont à mobiliser : la finance verte et un système économique incitatif.

La finance verte se développe, en faisant plus attention à la qualité écologique des investissements. On demande par exemple aux banques qui investissent dans des centrales à charbon de provisionner ce coût car c'est un risque. La politique monétaire des banques centrales intégrera de plus en plus le changement climatique. Par exemple, une alliance des banques centrales et des superviseurs a été créée fin 2017 à l'initiative de la Banque de France (Network for Greening the Financing System) pour « verdir » le système financier : commencée avec 8 pays dont 5 européens en 2017, cette alliance en rassemble maintenant 110, ce qui est un mouvement sans précédent.

Mais la finance verte ne peut pas tout : des incitations économiques directes sont aussi indispensables car les entreprises et les particuliers doivent changer leur comportement. Il faut donner un prix au carbone, en veillant à compenser les coûts induits pour les plus défavorisés. Il faut également favoriser l'innovation technologique en faveur de la décarbonation.

**En conclusion**, il faut garder l'espérance face à tous ces défis. Ceux qui ont su reconstruire notre économie après la guerre, bâtir une certaine unité européenne, favoriser les progrès de nombreux pays du Sud peuvent nous inspirer. Evoquons deux ex-présidents des Semaines sociales de France : Michel Camdessus, qui fêtait récemment ses 89 ans et a beaucoup fait à la tête du FMI pour la lutte contre la corruption et l'endettement des pays pauvres, et Jean Boissonnat dont la devise était :

« A force de redouter le mal, on finit par le fabriquer. A force d'espérer le bien, on finit par y contribuer. »

### **Réponses aux questions :**

Les points suivants ont été précisés :

- Sur les inégalités :

A l'international, les pays qui ont beaucoup progressé sont ceux qui sont sortis de la seule vente de matières premières pour produire et vendre autre chose (ex. Chine) dans le cadre de la mondialisation. Les pays qui en sont restés à vendre essentiellement des matières premières (ex. Russie) sont soumis aux aléas de la conjoncture (elle leur est plutôt favorable depuis quelques mois) mais ils ne s'enrichissent jamais durablement.

A l'intérieur des pays riches, quel est le bilan de la création monétaire de ces dernières années sur les inégalités ? Cette création visait à stimuler l'économie dans un contexte d'inflation inférieure à la cible de 2%, ce qui correspond à une économie anémiée (demande trop faible, croissance trop faible, chômage trop élevé). La création monétaire en zone euro a permis de créer environ 3 millions d'emplois, ce qui est une contribution majeure à la lutte contre les inégalités de revenus. Un effet induit a pu être l'augmentation de certaines inégalités de patrimoines (fortunes financières ou immobilières, liées aussi à d'autres causes), mais c'est à la politique fiscale de s'en occuper, et ces fortunes sont soumises à des aléas dans les deux sens (forte baisse des actions en 2022 par ex.).

Par rapport à des idées de solutions évoquées par les questions :

- Il est temps d'arrêter la course mondiale aux baisses d'impôts, au titre de la justice sociale autant que de l'efficacité économique. Mais aller dans cette voie signifie aussi, par cohérence, savoir renoncer aussi aux baisses d'impôts dont nous-mêmes bénéficierions (les impôts ne peuvent pas être que pour les autres...)
- Il est vrai que l'augmentation des rémunérations des dirigeants des grandes entreprises, venue des USA, dépasse parfois l'entendement (des millions ou dizaines de millions d'euros par an !). Sans juger des comportements individuels (certains font de cet argent un usage philanthropique), il faut appeler à plus de modération, et se féliciter que les AG d'actionnaires aient maintenant à voter la rémunération des dirigeants, et parfois la refusent. Un plafond de ces rémunérations serait difficile à déterminer (quelle est la valeur de l'innovation et de la prise de risques ?) mais il faut clairement appeler à la retenue et à la transparence.

- Faut-il interdire aux entreprises qui ne respectent pas leurs engagements climatiques de verser des dividendes ? Aller jusque-là pourrait être contre-productif en incitant ces entreprises à limiter leurs engagements, mais il faut se réjouir que des plans climat soient maintenant soumis aux AG d'actionnaires, et que les actionnaires privilégient les entreprises vertueuses. D'autres incitations, par des financements publics par exemple, pourraient être imaginées. La dynamique économique s'accommode mieux d'incitations progressives que d'interdictions brutales.

- Sur la croissance :

Une croissance différente doit être moins consommatrice de ressources naturelles pour être compatible avec la transition écologique. Les progrès en ce sens doivent s'accélérer. La croissance peut être largement dans des activités immatérielles. Nous devons convaincre des pays comme la Chine ou l'Inde de suivre le mouvement sans consommer autant d'énergies fossiles que nous l'avons historiquement fait en Occident (et que les USA le font encore trop), ce qui n'est pas simple...

Le PIB reste un indicateur de cette croissance pertinent pour l'économie, même s'il peut être bon de le compléter par d'autres indicateurs. Il en existe déjà : voir les différents indicateurs de croissance sur le site de l'Insee à la suite du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi de 2009, les indices de développement humain, etc. très intéressants mais malheureusement fort peu repris dans le débat politique et médiatique (peut-être trop stables ?).

Par rapport au message sur la nécessaire décroissance, l'analyse technologique est intéressante mais il n'est pas certain que l'équation boucle complètement : reste-t-il in fine une capacité de croissance ou pas ? Il faut vraiment espérer que oui car la décroissance ne sera jamais douce et indolore : si une croissance juste est difficile, une décroissance juste le serait encore plus.

- Sur les changements concrets de comportement des entreprises et des particuliers :

Il est vrai que nos biens consomment des ressources naturelles, nos portables utilisent des métaux rares, etc. Mais qui est prêt à s'en passer ? Il faut donc être conscient de nos contradictions, et définir nos priorités, ce qui peut rejoindre la question de la planification écologique : beaucoup d'entre nous sont prêts à faire des efforts, mais sommes-nous assez éclairés sur les efforts prioritaires à accomplir, ceux qui auront le plus d'impact \*? Moins prendre la voiture ? Pour le Gouverneur de la France prendre le train plutôt que l'avion pour aller régulièrement à Francfort (ce qu'il fait depuis 3 ans) ? Les entreprises aussi peuvent faire leur propre bilan carbone et définir leurs priorités de réduction d'émissions (la Banque de France l'a fait, et le numérique est loin d'émettre le plus).

Pour inciter aux comportements vertueux, tous les économistes s'accordent sur l'attribution d'un prix au carbone. C'est la seule façon de pousser tout le monde à l'action de façon pérenne, même les cyniques qui ne sont pas sensibles à autre chose que leur intérêt propre. La sagesse économique (cf. Adam Smith) observe depuis toujours la puissance de l'intérêt des acteurs dans la pérennité de leurs actions.

Concernant les actifs fossiles existants, ils portent un risque accru et les superviseurs de la finance en tiennent compte, mais la transition vers les énergies décarbonées prend du temps. Le rachat de ces actifs par l'Etat ne semble pas une option car l'Etat n'a plus d'argent, et s'endetter plus encore ne serait pas correct vis-à-vis des générations futures.

*\*NDLR : Voir à ce sujet le travail sur les bilans carbone individuels et l'impact de nos différentes actions de réduction fait aux Semaines sociales de Rueil en 2020 ([La conversion écologique : et si on s'y mettait ?](#) – [Semaines Sociales de Rueil \(semsocrueil.com\)](#))*

- Sur le financement de la transition écologique :

Rien ne remplace le prix du carbone, y compris pour les investisseurs : un prix du carbone élevé rentabilisera d'autant plus facilement les investissements verts.

Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que les banques centrales ne créent pas durablement d'argent (même dans la « création monétaire ») : elles en prêtent, et il faut tôt ou tard rembourser. La seule chose qui crée durablement des capacités financières et de la richesse, c'est le travail, la production, ce qui est en fait plutôt rassurant.

Pourquoi le financement de projets verts tarde-t-il ? D'abord, on peut manquer de projets verts suffisamment attractifs, ce qui renvoie à nouveau au prix du carbone mais aussi au manque de recherche technologique.

Mais l'Europe ne manque pas d'argent : chaque année, l'épargne y dépasse les investissements d'environ 300 milliards d'euros, ce qui est dans l'ordre de grandeur des investissements nécessaires à la transition climatique. De plus, il y a un alignement, peu fréquent, entre intérêt général et finance privée : les obligations « vertes » attirent plus les investisseurs privés, ce qui permet de financer ces projets à un coût un peu moindre que les autres. Il faut amplifier cela, et le rendre plus efficace par un effort de normalisation de ces obligations vertes : qu'elles ne financent que des projets vraiment verts, dont l'efficacité puisse être comparée d'un projet à l'autre ; l'Europe devrait publier ses normes fin 2022, et un effort de normalisation international est en cours (sous la houlette d'Emmanuel Faber).

- Sur la confiance que l'on peut accorder aux élites :

Y a-t-il une collusion d'intérêt entre les dirigeants politiques et ceux des grandes banques ou des grandes entreprises ?... Le gouverneur de la Banque de France fait bien sûr partie de ces élites mais a l'impression d'avoir été utile tant dans le privé que dans le public. Si certains dirigeants d'entreprise ont le front de vouloir mutualiser les pertes et privatiser les gains, il faut les contrer très vigoureusement !

Il faut défendre les hommes politiques dont la place n'est pas si enviable en France : mobilisation de tous les instants, salaires inférieurs à ceux qu'ils auraient dans le privé, même pour un ministre, opinion toujours soupçonneuse,... Et c'est nous qui les choisissons (et nous pouvons nous présenter aux élections), donc nous avons les hommes politiques que nous méritons. Ils sont très majoritairement honnêtes, n'ont pas plus partie liée avec les dirigeants d'entreprise ou de banques qu'avec les autres représentants de la société qu'ils ne cessent de rencontrer, et essaient de faire de leur mieux face aux intérêts contradictoires qui s'expriment. Ils méritent sûrement qu'on les aide et même, pour des chrétiens, que l'on prie pour eux.

- Sur l'efficacité des services publics :

L'utilité sociale des services publics ne fait pas de doute, y compris celle de la Banque de France. C'est une grande tradition française depuis Bonaparte et Charles de Gaulle, mais il y a une crise actuelle : insatisfaction de ceux qui y travaillent comme de ceux qui en bénéficient, alors que nous y mettons plus de moyens que nos voisins et que les dépenses continuent à croître en volume (+1%/an). Sans diminuer les dépenses en termes réels mais en limitant cette croissance (+0,5% /an par ex.), la France pourrait commencer à se désendetter.

La crise se règle parfois par des moyens supplémentaires (embauches), mais souvent par une meilleure gestion en réhabilitant le sens de la mission, en donnant plus d'autonomie aux managers, plus de considération aux fonctionnaires, en faisant des investissements de modernisation et en surveillant les frais de fonctionnement. Ce n'est pas facile mais c'est possible (la Banque de France a, elle, diminué ses dépenses de 3 à 4% en volume par an depuis 7 ans). Des services publics puissants et efficaces sont un atout dans la compétition mondiale, pas un boulet.

**Pour finir**, nous avons beaucoup de défis devant nous, beaucoup de contradictions à affronter, mais il n'y a pas de raison de se résoudre ni à l'inaction climatique ni au déclin français. Le monde a besoin du modèle social et environnemental européen, il faut y croire !